

*Secrétariat général
S.G.A.M.I. NORD – D.S.I.C.*



DÉPARTEMENT PILOTAGE ET COORDINATION
CCN SÛRETÉ BÂTIMENTAIRE

Cahier des Clauses Techniques Particulières. Création / Modification d'un système de mise en sûreté

ANNEXE 6 : Principes concernant le système de vidéoprotection / vidéosurveillance 2024

*Les principes de déploiement des équipements ci-dessous servent de
référence aux particularités du site décrites dans le document principal*

CCTP SÛRETÉ – DESCRIPTIF DU PROJET

Table des matières

1. Généralités.....	4
2. Architecture du système vidéo.....	5
2.1. Enregistreur vidéo (NVR).....	5
2.1.1. Version NVR de petite capacité.....	5
2.1.2. Version NVR de grande capacité.....	6
2.1.3. Système serveur vidéo.....	7
2.1.3.1. Caractéristiques matérielles des serveurs.....	7
2.1.3.2. Configuration logicielle des serveurs.....	7
2.2. Spécificités des enregistrements.....	8
2.3. Stations.....	8
2.3.1. Configuration matérielle minimale des stations.....	8
2.3.2. Spécificité du poste de sécurité.....	9
2.3.3. Spécificités du poste d'extraction des images.....	9
2.3.4. Spécificités du poste de visualisation (client léger).....	9
2.3.5. Configuration logicielle des stations.....	9
2.4. Ecrans de grande taille.....	9
2.5. Intégration de l'antivirus.....	10
2.6. Synchronisation de l'heure.....	10
2.7. Logiciels et firmwares.....	10
2.8. Journalisation.....	10
3. Caméras.....	10
3.1. Généralités.....	10
3.2. Fonctionnalités des caméras.....	11
3.2.1. Caméras intérieures.....	11
3.2.1.1. Surveillance des accès.....	11
3.2.1.2. Surveillance des GAV :	12
3.2.1.3. Identification des personnes dans l'enceinte.....	12
3.2.1.4. Exigences de pose en intérieur.....	12
3.2.2. Caméras extérieures.....	13
3.2.2.1. Surveillance des accès.....	13
3.2.2.2. DORI.....	14

3.2.2.3. Caméras Mobiles extérieures.....	14
3.2.2.4. Caméras thermiques extérieures.....	15
3.2.2.5. Exigences de pose en extérieur.....	15
3.2.2.6. Exigences des projecteurs infrarouges (PIR).....	16
3.2.2.7. Exigences des caissons de protection.....	16
3.2.3. Compatibilité avec des caméras analogiques.....	16
4. Affichage vidéo en temps réel.....	17
5. Gestion dynamique des zones de vie privée.....	17
6. Enregistrement.....	18
6.1. Enregistrement des images.....	18
6.2. Exportation des données sur support numérique.....	18
7. Visiophonie.....	19
7.1. Caractéristiques générales.....	19
7.2. Intégration à la solution vidéo.....	20
8. Renvoi des images via le réseau du ministère.....	20
9. Panneau de signalisation.....	21

1. GÉNÉRALITÉS

Le système à mettre en place permettra :

- La visualisation de zones situées à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- La levée de doute par visualisation de zone de déclenchement d'alarme signalée par asservissement aux capteurs de détection d'intrusion ;
- La levée de doute dans le cas où le dispositif d'asservissement et de supervision est mis en place ;
- Sur la base d'un DORI, chaque équipement sera en mesure de donner sa zone de Détection, d'Identification et d'Observation. Ces zones seront définies par l'administration ;

Le déploiement du système sera conforme à la règle **APSAD R82** ou équivalent.

Le système devra respecter l'arrêté du 03 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance.

Le système doit respecter la norme ISO27000 (gestion de la sécurité de l'information).

L'ensemble de la solution vidéo doit respecter les recommandations du guide de l'ANSSI en fonction de la sensibilité du site.

VIDEOPROTECTION ANSSI - Recommandations sur la sécurisation des systèmes de contrôle d'accès physique et vidéoprotection version V2.1 du 10 octobre 2023.

En particulier, les règles suivantes doivent être observées :

- Les modes de communication par liaison sans fil (WIFI ou autre) ainsi que les fonctionnalités associées doivent être désactivées ;
- De la même manière, les équipements par liaison sans fil sont à proscrire ;
- Un cloisonnement logique doit être établi entre les sous-systèmes. Les enregistreurs (serveurs vidéo), caméras intérieurs, caméras extérieurs ainsi que les systèmes de vidéophone doivent être isolés entre eux dans des vlans dédiés. L'interconnexion entre les sous-systèmes s'opère uniquement par l'intermédiaire d'un dispositif de routage/filtrage ;
- Les mots de passe par défaut doivent être remplacés par des mots de passe spécifiques et robustes. Les systèmes doivent pouvoir gérer des mots de passe d'une longueur minimale de 10 caractères, avec des caractères alphabétiques minuscules et majuscules, des chiffres et des symboles ;
- Les possibilités de communication vers des serveurs « internet » doivent être désactivées (ex : mise à jour, dns ...) ;
- Les fonctions et interfaces d'administration ainsi que les services non utilisés doivent être désactivées.
- L'ensemble des équipements aura les dernières mises à jour disponibles ainsi que les patches correctifs proposés par les constructeurs à la date d'installation.

Il est impératif que la solution respecte les contraintes sur les flux et les contraintes de sécurité.

Tous les flux générés par les équipements doivent être identifiés et décrits dans l'offre présentée par le soumissionnaire du marché.

Le système sera bâti autour d'une architecture IP, ouverte et évolutive.

Les images ne seront pas saccadées. Elles seront fluides, sans défaut de pixellisation ni artéfacts.

Le soumissionnaire prévoira l'ensemble des réglages et mises au point des caméras pour que les résultats obtenus correspondent au but recherché par l'Administration.

Le système et son infrastructure devront être protégés des éventuelles tentatives de dégradations.

Le système devra permettre l'enregistrement des images dans un format standard (JPEG, MPEG-4) et la relecture par différents logiciels et leur effacement automatique après 30 jours de stockage maximum, conformément à la législation en vigueur.

Une durée spécifique de stockage peut être demandée dans le document «descriptif du projet».

La solution est ouverte et doit être distribuée par différents intégrateurs.

Le système devra être évolutif, normé ONVIF et compatible avec les profils A, C, G, M, S, T.

La gestion et création des profils du système sont configurables par l'administration.

2. ARCHITECTURE DU SYSTÈME VIDÉO

Le choix d'architecture du système central de vidéoprotection est spécifié dans le document « Descriptif du projet » de ce CCTP. Il peut être opéré parmi les solutions suivantes :

1) un enregistreur vidéo IP (NVR), en deux versions possibles :

- Version NVR de petite capacité pour gérer jusqu'à 16 caméras maximum
- Version NVR de grande capacité pour plus de 16 caméras

2) un système serveur vidéo, en deux configurations possibles :

- un système constitué de deux serveurs à usage distinct : un serveur hébergeant la gestion des images et un serveur à usage de stockage des images (enregistreur, archiveur),
- un serveur unique regroupant les deux fonctions,

Si spécifié dans le descriptif du projet, le soumissionnaire prévoira la fourniture d'un commutateur clavier-écran-souris (Keyboard-Vidéo-Mouse, en abrégé KVM), pour permettre le partage d'un même clavier, souris et écran dans les baies « serveurs ». Cet équipement devra disposer de deux ports libres pour les futurs postes d'exploitation.

Le NVR ou serveur devra tenir compte de la résolution de chaque caméra sur chaque voie et pouvoir informer de l'état du parc sur les paramètres suivants : température, cycle de vie du disque dur, perte de connexion vidéo et alerte sur la durée d'enregistrement.

2.1. Enregistreur vidéo (NVR)

2.1.1. Version NVR de petite capacité

Le système vidéo est constitué d'un enregistreur numérique de technologie IP (NVR), embarquant le logiciel d'exploitation. Il possède son propre serveur Web intégré, et peut être consulté en toute sécurité depuis n'importe quel point du réseau sûr à partir d'un navigateur (Microsoft Internet Explorer, Mozilla Firefox...).

Le système et la capacité de stockage seront adaptés à la solution et modulable par adjonction de disques durs. Il n'intégrera pas d'interfaces réseau avec fonction POE.

Il sera pourvu de plusieurs interfaces réseau gigabits permettant leur agrégation .

Les disques durs hébergeant les données seront montés en «Raid 5 ».

Il acceptera au minimum le codage de compression H265.

Il acceptera la connexion de caméras compatibles ONVIF.

Il comportera une carte de commutation d'entrées /sorties pour applications extérieures.

Le nombre de voies sera adapté au projet avec une possibilité d'extension de 25 %.

Il permettra :

- un mode d'enregistrement continu, sur alarme, événement ou calendrier ;
- un affichage direct en plein écran ou mosaïque programmable ;
- un masquage de zone privée ;
- une extraction des images sur des supports amovibles; le format de restitution des images doit respecter l'ISO 22311 ;
- un paramétrage de la résolution des images et des taux de compression en conformité avec le DORI (cf. partie 3.2.2.2) ;
- une lecture en direct et une relecture en différée, ainsi que sur index ;
- l'interface réseau doit être en gigabits/seconde ;
- la sécurisation de l'accès aux données par différents niveaux de login /mot de passe complexes programmables ;
- Une analyse intelligente permettant à minima d'analyser le franchissement de ligne.

2.1.2. Version NVR de grande capacité

Le système vidéo est constitué d'un enregistreur numérique de technologie IP (NVR), embarquant le logiciel d'exploitation. Il possède son propre serveur Web intégré, et peut être consulté en toute sécurité depuis n'importe quel point du réseau sûreté à partir d'un navigateur (Microsoft Internet Explorer, Mozilla Firefox ...).

Le système et la capacité de stockage sont adaptés à la solution et modulable par adjonction de disques durs.

Il disposera d'une alimentation redondante (double alimentation)

Il n'intégrera pas d'interfaces réseau avec fonction POE

Il sera pourvu de plusieurs interfaces réseau gigabits permettant leur agrégation.

Les disques durs hébergeant les données seront montés en «Raid 5 ».

Le nombre de voies sera adapté au projet avec une possibilité d'extension de 25 %.

Il permettra :

- un mode d'enregistrement continu, sur alarme, événement ou calendrier ;
- un affichage direct en plein écran ou mosaïque programmable ;
- un masquage de zone privée ;
- une extraction des images sur des supports amovibles ; le format de restitution des images doit respecter l'ISO 22311 ;
- un paramétrage de la résolution des images et des taux de compression ;
- une lecture en direct et une relecture en différée, ainsi que sur index ;
- une analyse des données de caméras dites « intelligentes » (comptage, objet déposé, comportement);
- l'interface réseau doit être en gigabits/seconde ;

- la sécurisation de l'accès aux données par différents niveaux de login /mot de passe complexes programmables ;
- Une analyse intelligente permettant à minima d'analyser le franchissement de ligne.

2.1.3. Système serveur vidéo

Le système central vidéo est constitué de serveur(s) fonctionnant en mode 64 bits.

Si demandé dans le CCTP, le soumissionnaire proposera en option une solution de redondance de serveurs avec recopie de l'un sur l'autre. Dans ce cas, les deux serveurs doivent être installés dans deux locaux distincts indiqués sur les plans fournis lors de la visite.

2.1.3.1. Caractéristiques matérielles des serveurs

Quelle que soit la configuration du système choisie : deux serveurs distincts (serveur de gestion + serveur enregistreur) ou un serveur regroupant toutes les fonctions, les serveurs doivent satisfaire aux pré-requis matériels suivants :

Ils seront de type rackable ou tour si et seulement si aucune baie n'est disponible. Ils seront équipés de la manière suivante :

- Micro-processeur type Intel Xeon E5 ou supérieur
- Disques durs système montés en « raid 1 »,
- Disques durs données montés en « raid 5 »,
- Possibilité d'extension par adjonction d'une alvéole supplémentaire,
- 16 Go mémoire RAM allouée extensible jusqu'à 64 Go,
- Double alimentation,
- Carte réseau multiport gigabit Ethernet,
- Carte graphique standard multiport (VGA, DVI, HDMI, DP).

Une solution de tolérance aux pannes sera proposée en option.

La solution doit disposer d'un système de sauvegarde de son disque système. Les fichiers contenant les paramètres de configurations des équipements doivent également être sauvegardés.

La solution devra pouvoir disposer d'un système de restauration de la sauvegarde.

Les procédures relatives à ces opérations seront fournies par le titulaire du présent marché.

2.1.3.2. Configuration logicielle des serveurs

Ils seront équipés du système d'exploitation Windows serveur 2022 64 bits ou supérieure. Le système d'exploitation doit être à jour des « updates » de sécurité. La base de données est une base MS SQL 2016 ou supérieure de type 64 bits, ou équivalente.

La solution est une solution de type client/serveur, le nombre de clients simultanés supportés par l'applicatif doit pouvoir être supérieur à 5.

Le serveur de gestion permet la gestion simultanée de toutes les caméras prévues dans la présente consultation.

2.2. Spécificités des enregistrements

L'enregistrement sera basé sur une technologie permettant l'adjonction simple de disques supplémentaires suivant le besoin de sécurité et de disponibilité.

Le nombre et la capacité des disques durs (volumétrie) doivent être calculés sur la base de la résolution maximale de toutes les caméras installées, en enregistrement continu, sur la période définie dans document « descriptif du projet ».

Les enregistreurs doivent pouvoir redistribuer un flux vidéo en unicast et en multicast. L'administration envisage la retransmission des flux temps réel depuis les caméras. Le nombre de clients simultanées de la solution permettra de justifier l'utilisation du multicast pour les enregistreurs de grande capacité.

Les enregistrements sont protégés pour en garantir l'intégrité pour une utilisation dans un cadre judiciaire.

La suppression des enregistrements n'est réalisée que par le système de manière automatique à l'issue de la période de conservation.

La solution permet une supervision compatible avec l'outil général de supervision via SNMP.

Le système devra permettre l'exportation des vidéos, sans dégradation de la qualité des images, pour lecture. Un logiciel de visualisation doit être incorporé avec l'export de la vidéo.

L'enregistreur comprendra donc les équipements permettant au système, d'exporter les données sur support non réinscriptible de type CD-Rom ou DVD-Rom, ou sur des clés USB.

L'accès aux données enregistrées sera protégé et identifié par un compte dédié.

La solution doit permettre la création de comptes de différents profils en fonction des droits d'accès alloués.

2.3. Stations

2.3.1. Configuration matérielle minimale des stations

Les postes clients sont des PC de type « tour ». Les postes utilisés pour la visualisation des caméras posséderont des capacités d'affichage de 9 flux vidéo, 25 i/s au format 1080p, en H.265, 2 Mbps au minimum.

La carte graphique doit être de la gamme professionnelle. Le nombre et le type de connecteurs (VGA, DVI, HDMI, DP [Display Port]) devront être précisés. Si le nombre d'écrans est supérieur au nombre de sortie graphique, prévoir une deuxième carte graphique.

En présence de ports DP sur le(s) carte(s) graphique(s) et sur l'(es) écran(s), le raccordement de la carte graphique sur l'écran doit être fait en DP.

Ils disposent d'un clavier filaire ergonomique et d'une souris filaire 2 boutons et molette.

Caractéristiques pour un poste client dédié et performant pour :

- 16 caméras Full HD
 - I7-7700 compatible Quicksync
 - Carte Nvidia Quadro ou supérieure (ex : RTX4000)
 - 8 Gb de RAM
 - Disque système SSD
- 32 Caméras Full HD
 - I7-7700 compatible Quicksync
 - Carte Nvidia Quadro ou supérieure (ex : RTX4000)
 - 16 Gb de RAM
 - Disque système SSD

2.3.2. Spécificité du poste de sécurité

Il permettra :

- Le pilotage de l'ensemble des caméras et l'affichage des images en cascade ou en mosaïque au choix de l'opérateur, avec possibilité d'afficher en plein écran l'une ou l'autre des caméras par un simple clic de souris,
- L'affichage de la cartographie avec emplacement des équipements
- La gestion de la main courante des événements.

Il sera équipé d'une manette de pilotage pour les caméras PTZ

2.3.3. Spécificités du poste d'extraction des images

Il permettra l'extraction d'images aux utilisateurs ayant les droits de gérer le système de visualisation.

Les ports USB ne seront pas neutralisés afin de permettre une extraction sur support externe.

2.3.4. Spécificités du poste de visualisation (client léger)

Le poste de travail « client léger via navigateur web » permettra le pilotage de l'ensemble des caméras et l'affichage des images en cascade ou en mosaïque au choix de l'opérateur, avec possibilité d'afficher en plein écran l'une ou l'autre des caméras par un simple clic de souris, ou raccourci clavier.

2.3.5. Configuration logicielle des stations

Les stations seront équipées du dernier système d'exploitation Windows sur le marché et compatible avec la solution. Le système d'exploitation doit être à jour des updates de sécurité.

Les postes clients sont configurés de manière à ce que les éventuels composants (port USB, CD-ROM, etc..) non nécessaires à l'utilisation du système permettant l'extraction ou l'insertion de données soient désactivés hormis pour l'administrateur.

2.4. Ecrans de grande taille

Ces écrans seront de technologie LED HD et disposeront des caractéristiques minimum :

- Usage intensif (affichage permanent)
- Interfaces graphiques : VGA, DVI, HDMI, DP
- HDMI conforme aux normes EDID et HDCP
- Haut-parleurs intégrés
- Fixation à la norme VESA
- Luminosité minimale de 350 cd/m2
- Contraste de 2000 : 1
- Temps de réponse : 5 ms
- PIP (incrustation d'images, Picture in picture)

La taille et la résolution de la dalle sera adaptée au système de vidéosurveillance déployé.

2.5. Intégration de l'antivirus

Dans le cas où l'installation a accès à la plate-forme de l'antivirus de l'administration, les postes et serveurs faisant partie de l'installation doivent intégrer l'antivirus déployé par le Ministère de l'Intérieur. L'antivirus est en mode géré et sera fourni par l'administration.

2.6. Synchronisation de l'heure

Dans le cas où l'installation a accès au serveur NTP de l'administration, les équipements IP faisant partie de l'installation doivent être synchronisés avec ce dernier. Les paramètres IP de synchronisation seront fournis par l'administration.

Si l'installation n'accède pas au serveur NTP de l'administration, un serveur de temps de référence doit être installé sur un des équipements de l'installation. Les autres équipements IP se synchronisent avec ce serveur de temps.

Si la fonctionnalité changement d'heure est implémentée, elle devra être activée.

2.7. Logiciels et firmwares

Les équipements doivent disposer de la version la plus récente des logiciels et firmwares.

2.8. Journalisation

Le système doit gérer la journalisation des événements. La journalisation des événements dit « opérations » est un processus automatique qui a pour but d'enregistrer les actions menées sur un système en identifiant l'auteur, la date, l'heure ainsi que la nature de l'opération. Elle consiste notamment à sauvegarder la création, la modification, la consultation des données d'un système ou d'une application.

Les historiques relatifs aux opérations de consultation et d'extraction des enregistrements doivent permettre d'identifier l'enregistrement concerné.

3. CAMÉRAS

3.1. Généralités

L'ensemble des différents types de caméras et objectifs associés fera l'objet d'une étude sur site par le soumissionnaire avant réalisation.

Toutes les caméras seront de technologie IP - (802.1 p/Q) et auront les fonctionnalités suivantes :

- Caméra couleur ;
- Zoom optique, selon les cas, (passage de la vue complète au gros plan instantané) ;
- Illuminateur infrarouge ;
- Objectif motorisé (varifocale) ;
- Fonction WDR (Wide Dynamic Range) de 120 dB ;
- Filtre infrarouge jour/nuit automatique, réduction de bruit thermique sous faible luminosité avec préservation des contours ;
- Dotée de la fonction Power-over Ethernet (PoE), elle doit être alimentée par le câble Ethernet
- Conformité ONVIF, la classe sera précisée dans le document « Descriptif du projet » ;
- Prise en charge de plusieurs codecs standards : H265+, H265, H264, MPEG-4 ;

- Diffuser sur 2 ou 3 flux indépendants ;
- Les flux des caméras peuvent être transmis en multicast ;
- Les caméras sont compatibles avec IPv6 et Ipv4 ;
- Interface Web ;
- Protection par mot de passe complexe ;

Les caméras pourront émettre au moins deux flux simultanés H.265 au minimum à 25 IPS, avec une définition d'image minimale de 1080p , configurables indépendamment en débit, fréquence, et définition d'image.

Les flux indépendants pourront être utilisés pour l'enregistrement et/ou pour l'affichage de la vidéo sur des clients légers.

Il est impératif que le débit de chaque flux vidéo de visualisation temps réel et enregistrement puisse être paramétré individuellement.

Les caméras disposeront de couches de compression permettant de gérer simultanément un autre codec que le H.265 tel que le MPEG 4.

Le positionnement de l'ensemble des caméras et notamment des caméras bullet doit au maximum éviter le dépointage.

Des réglages fins sur l'ensemble des paramètres de chaque caméra devront permettre d'optimiser le stockage nécessaire sur les disques durs.

3.2. Fonctionnalités des caméras

Il est impératif que les fonctionnalités soient conservées de jour comme de nuit et dans toutes les configurations (soleil, pluie, etc..). Le soumissionnaire propose donc, a minima, des équipements avec capteurs WDR (120 dB minimum) et dispositif de réduction de bruit sans détérioration des contours dans les faibles luminosités et l'option basculement jour/nuit automatique ou sur plage horaire.

Pour chaque caméra, le soumissionnaire indiquera le DORI :Détection, Observation, Reconnaissance et Identification (Cf 3.2.2.2).

3.2.1. Caméras intérieures

3.2.1.1. Surveillance des accès

Plusieurs types de caméras sont envisagés :

- Les caméras fixes. Leurs images sont enregistrées en permanence, sur détection ou sur plage horaire. Elles doivent être de type vari-focale ;
- Les caméras mobiles (PTZ). Leurs images sont enregistrées en permanence sur détection ou sur plage horaire.
- Les caméras Fisheye, 360° ou 180° selon leur implantation. Leurs images sont enregistrées en permanence, sur détection ou sur plage horaire.
- Les caméras de type « Corner Mount » ou caméra « d'angle ». Ce sont des systèmes anti-ligature et sans adhérence avec un indice de résistance contre les impacts IK10+. Elles sont capables de résister aux tentatives de destruction ou de désactivation les plus rudes. Elles seront principalement déployées dans les locaux de garde à vue.
- Les caméras de type « Multicapteur ». Ces caméras sont constituées d'un seul boîtier comportant plusieurs capteurs/objectifs. Les images en provenance des capteurs se superposent légèrement et sont assemblées par logiciel afin de créer une vue panoramique non déformée. Ces caméras peuvent être associées à une caméra mobile de type « PTZ ».

Les caméras fixes disposent d'une assistance de visualisation par Infra-Rouge intégrée.

Des scénarii de visualisation déclenchés de manière automatique ou sur action manuelle doivent permettre de visualiser :

- Les cours intérieures,
- Les garages et les circulations intérieures,
- Les zones de détection nécessaire pour la levée de doute.

Les caméras de comptage doivent pouvoir être activées selon une plage horaire pré-définie.

Le soumissionnaire intègre dans sa proposition les scénarii suivants

- Scénario jour, nuit,
- Scénario cérémonie ou manifestation, intrusion, envahissement.

3.2.1.2. Surveillance des GAV :

Les caméras installées dans les cellules de garde à vue (GAV) doivent être de type « corner » ou présenter des fonctionnalités équivalentes. Une attention particulière sera apportée à leur fixation. Le câblage ne doit être ni apparent, ni accessible à l'intérieur de la cellule.

Par ailleurs, le système de surveillance des GAV doit respecter le décret n° 2023-1330 du 28 décembre 2023, relatif à la mise en place d'un système de vidéosurveillance dans les locaux de garde à vue.

Concernant les locaux de police, la mise en œuvre technique des dispositifs de vidéosurveillance dans les cellules de garde à vue a été précisée par une instruction du directeur général de la police nationale.

Une présentation des différents profils des personnes ayant accès aux images de vidéosurveillance des personnes placées en garde à vue est disponible en fin de document (*Cf. 10 : Profils des accédants aux images de vidéosurveillance des personnes placées en garde à vue*).

Les dispositifs de vidéosurveillance dans les cellules doivent obligatoirement permettre un enregistrement associé à la visualisation des cellules en temps réel. Le renvoi d'images sans enregistrement n'est pas autorisé. En cas d'impossibilité d'enregistrement, les écrans de visualisation doivent être éteints ou les caméras masquées.

Paramétrage des enregistreurs de la vidéosurveillance

Le dispositif d'enregistrement dispose d'une commande individuelle par cellule afin d'activer (en début ou au cours de la GAV) et de désactiver manuellement l'enregistrement (à la fin de la mesure ou sur décision du magistrat, ou sur décision du chef de service si les motifs du placement initial sous vidéo ne sont plus réunis).

L'accès au dispositif vidéo fait l'objet d'une authentification individuelle correspondant aux droits de l'agent selon son profil. L'agent chargé de la surveillance des cellules dispose d'un compte personnel (login et mot de passe) et se connecte avec ce dernier lors de sa prise de service.

Le login correspond au numéro de matricule et le mot de passe dédié répond aux normes ANSSI (12 caractères avec majuscule, minuscule, chiffre et caractère spécial).

Les différents profils sont les suivants :

- **utilisateur** : il s'applique au chef de poste et/ou à l'agent chargé de la surveillance des cellules. Ce profil permet le déclenchement et l'arrêt des enregistrements, la surveillance en temps réel et la relecture des séquences uniquement pendant la durée de la garde à vue de la personne concernée. Permissions : accès aux flux en direct, relecture des séquences. Ce profil ne permet pas l'export, ni la suppression de vidéos.

• **gestionnaire** : il s'applique aux personnels spécifiquement désignés (chefs d'unités et adjoints). Ce profil correspond à celui de l'utilisateur.
Paramétrage des enregistreurs de la vidéosurveillance : permet également l'extraction des enregistrements vidéo.

Permissions : accès aux flux en direct, relecture des séquences pendant le temps de la garde à vue, consultation et extraction des images enregistrées pour répondre à une demande de droit d'accès ou pour les enquêtes judiciaires, administratives ou disciplinaires. Ce profil ne permet pas la suppression de vidéos.

• **administrateur** : il s'applique aux services informatiques (dont SSI) ou prestataires/installateurs. Il permet la gestion complète de l'enregistreur (VMS), configuration et sécurité (mises à jour SSI).
Permissions : affectation des profils utilisateurs et gestionnaires, paramétrage des caméras et des enregistrements, gestion des événements de sécurité. Ce profil ne permet pas la suppression de vidéos.

La durée de conservation des images pour les caméras situées dans les cellules est paramétrée à 96 heures, ce qui correspond à la majorité des mesures de garde à vue qui n'excèdent pas 48 heures. La conduite à tenir dès lors que la mesure de garde à vue dépasse 48 heures est décrite ci-dessous.

La procédure d'extraction technique est consignée par l'installateur/mainteneur dans une fiche pratique remise aux gestionnaires.

Si le matériel ne permet pas d'effectuer, dans le VMS, l'extraction ni de la stocker en conservant le format propriétaire des images (dans un répertoire supprimé automatiquement à 7 jours), la séquence vidéo extraite (depuis les enregistreurs classiques notamment) doit pouvoir être lue avec l'outil VLC (formats MP4, MPEG-2, MPEG-4, H.264 et MKV).

Modalités relatives à l'enregistrement des images de la vidéosurveillance

Lorsque la décision de placement sous vidéosurveillance est prise :

- la personne est placée dans une cellule disposant d'une caméra avec enregistrement
- pour garantir la représentation des images, la personne sera toujours replacée dans la même cellule (le N° figurant dans le registre) ;

Le déclenchement de l'enregistrement des images est soit :

- manuel avec intervention positive du responsable de la surveillance des cellules qui déclenche l'enregistrement ;
- automatique si l'enregistrement est permanent avec écrasement des images au-delà de 96 heures.

En cas de flux permanent de la vidéosurveillance dans la cellule, seules les personnes vidéosurveillées peuvent y être placées. Cette cellule peut donc accueillir successivement des personnes placées sous vidéosurveillance.

Si la mesure de GAV est prolongée au-delà du délai de 48 heures, il convient d'arrêter puis de redémarrer l'enregistrement de la cellule concernée. Les enregistrements successifs devront être extraits (dans l'intervalle entre la 48e et la 96e heure) pour ne pas être effacés automatiquement avant la fin de la mesure de GAV.

Si la mesure de GAV est à nouveau prolongée, la même procédure s'appliquera pour couvrir toute la période de privation de liberté par tranche de 24 heures.

Dans l'hypothèse où une personne reste en garde à vue alors que la mesure de placement sous vidéosurveillance a été interrompue (sur décision du chef de service ou du magistrat), soit elle est déplacée dans une cellule ne disposant pas de caméra, soit l'enregistrement est désactivé manuellement.

Mise en œuvre des extractions

L'extraction des images provenant de la vidéosurveillance peut être réalisée dans deux cadres différents :

1. L'exercice du droit d'accès : la personne privée de liberté peut solliciter, dans un délai de 48 heures après la fin de la mesure de garde à vue, la conservation des images.

La séquence vidéo correspondant à la mesure est extraite et enregistrée dans un répertoire dédié qui est paramétré afin d'effacer automatiquement les fichiers déposés au-delà d'un délai de 7 jours.

Dans l'hypothèse où la mesure de garde à vue est prolongée au-delà de 48 heures, il convient d'extraire les différentes séquences vidéo enregistrées successivement (cf supra) pour garantir leur représentation. Les images extraites sont déposées dans un répertoire distinct pour tenir compte de la date de fin de la mesure de privation de liberté. Dans ce cas, l'effacement automatique n'est pas possible. L'effacement est effectué manuellement par le gestionnaire qui a procédé à l'extraction à l'issue de l'exercice du droit d'accès. La date de l'effacement est conditionnée par la demande (ou non) de représentation des images dans les 48 heures suivant la fin de la mesure de garde à vue par le requérant.

Les images sont visualisées avec le requérant lors d'un rendez-vous et ne lui sont pas remises.

2. L'extraction dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire :

Le gestionnaire remet les enregistrements à l'enquêteur, si nécessaire, sur remise d'une réquisition judiciaire. Les images sont conservées le temps nécessaire à la conduite de l'enquête.

L'extraction est réalisée selon une procédure simple. Les images sont enregistrées dans le répertoire chiffré d'une clé USB. Après transfert de l'enregistrement sur le répertoire dédié, les images sont effacées du support mobile.

L'intervention du mainteneur sera l'occasion de vérifier que l'heure figurant dans le système d'enregistrement est correcte. Il est procédé au moins une fois par an à cette vérification.

3.2.1.3. Identification des personnes dans l'enceinte

La solution permet de visualiser un point d'accès en entrée et /ou en sortie en fonction de la configuration des lieux.

Cet accès est surveillé en amont et/ou en aval.

Les flux vidéo sont indexés dans l'enregistreur, par les événements et les alarmes notifiés sur cet accès.

Les points d'accès (porte/couloir rapide) permettant de rentrer ou de circuler dans le service sont surveillés par des caméras d'identification. L'opérateur pourra identifier une personne sans doute et fournir une description détaillée. Le nombre minimum de pixels par mètre (PPM) à respecter sera de 400 sur le cadrage visé.

3.2.1.4. Exigences de pose en intérieur

La nature du support permet une résistance aux vibrations sur support même si la caméra dispose d'un système de stabilisation de l'image électronique.

Toutes les caméras seront fixées sur des supports adaptés (crosses, déports ...) aux différents types d'environnement, insensibles aux vibrations.

Les crosses de fixation sont adaptées pour le passage intérieur des câbles vers la caméra (passage des câbles protégés dans le support).

Les crosses de fixation permettent de désaxer la caméra par rapport au plafond ou au mur pour obtenir les visualisations souhaitées par les directions opérationnelles.

Les caméras sont maintenues hors de portée du public et protégées contre les actes de malveillance.

Les caméras intérieures sont en général de type dôme ou mini-dôme.

Les caméras sont IP 66 ou supérieur.

Les caméras sont IK 10.

La fonction « WDR » sera activée en fonction de la zone filmée et paramétrée en cas d'installation à contre-jour.

3.2.2. Caméras extérieures

Les caméras surveillant les abords respectent les exigences de pose et raccordement indiquées au paragraphe (cf. 3.2.2.6)

Plusieurs types de caméras sont envisagés :

- Les caméras fixes de type dôme ou bullet. Leurs images sont enregistrées en permanence, sur détection ou sur plage horaire.
- Les caméras 360° ou 180° peuvent être associées à un dôme PTZ. Leurs images sont enregistrées en permanence, sur détection ou sur plage horaire.
- Les caméras mobiles (PTZ). Leurs images sont enregistrées en permanence, sur détection ou sur plage horaire. Elles seront de type-vari-focale.
- Les caméras thermiques. Elles détectent le rayonnement thermique (chaleur) que tous les objets émettent à température supérieure au zéro absolu. Elles permettront une détection intrusion de zones définies dans le CCTP « Descriptif du projet ».
- Les caméras de type « Multicapteur ». Ces caméras sont constituées d'un seul boîtier comportant plusieurs capteurs/objectifs. Les images en provenance des capteurs se superposent légèrement et sont assemblées par logiciel afin de créer une vue panoramique non déformée. Ces caméras peuvent être associées à une caméra mobile de type « PTZ ».

S'il le juge pertinent, le soumissionnaire pourra proposer d'autres types de caméras.

Les mises au point de chaque caméra seront contrôlées de jour comme de nuit à faible luminosité.

3.2.2.1. Surveillance des accès

Des scénarii de visualisation déclenchés de manière automatique ou sur action manuelle doivent permettre de visualiser :

- Le périmètre d'un bâtiment
- La vue d'une rue, les abords immédiats du bâtiment
- Le périmètre du site
- Parking intérieur

Le soumissionnaire intègre dans sa proposition les scénarii suivants :

- Scénario jour, nuit,
- Scénario regroupement de personnes.
- Scénario franchissement de lignes

3.2.2.2. DORI

Pour chaque caméra, une étude DORI sera réalisée. L'identification des personnes et des véhicules seront définies par le DORI.

Pour chaque caméra, il sera indiqué sa zone de Détection, d'Observation, de Reconnaissance et d'Identification.

Détection: En détection, l'opérateur visualise une personne et la direction qu'elle prend. Les images ne donnent pas d'autres détails.

Observation: En observation, l'opérateur peut visualiser quelques caractéristiques de l'individu et de ses vêtements ainsi que le nombre de personnes et leurs déplacements.

Reconnaissance: En reconnaissance, il est possible de reconnaître un individu avec un degré élevé de certitude. Si l'opérateur connaît la personne, il peut la reconnaître sur l'écran.

Identification : L'identification est le stade le plus élevé. L'opérateur peut identifier une personne sans doute et fournir une description détaillée. Par exemple, il peut lire clairement une plaque d'immatriculation.

Le principe de DORI nous donne le nombre minimum de pixels par mètre (PPM) à respecter afin que la caméra assure le rôle qui lui est attribué.

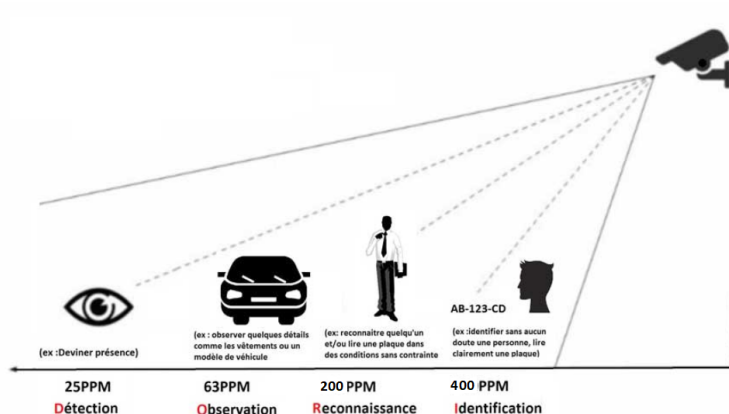


Figure 1: Le principe DORI

Détection (Bonnes conditions) : 25 Pixels par mètre

Détection (Conditions Difficiles) : 50 Pixels par mètre

Observation : 63 Pixels par mètre

Reconnaissance : 200 Pixels par mètre

Identification : 400 Pixels par mètre

3.2.2.3. Caméras Mobiles extérieures

Les caméras mobiles (PTZ) auront une vitesse de rotation minimale de 200°/s, avec rotation horizontale sur 360° et déplacement vertical. L'optique et son zoom seront adaptés à la scène à visualiser. Elles seront dotées d'un système à infrarouge intelligent. L'inclinaison des caméras sera à minima de +20 à -90°.

Les caméras permettront la visualisation d'images de qualité et exploitables de jour comme de nuit, ceci quelles que soient les conditions météorologiques.

3.2.2.4. Caméras thermiques extérieures

Elles permettront de visualiser des objets ou des personnes dans les zones non éclairées.

Elles auront les fonctionnalités caractéristiques suivantes :

- Détection fiable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7
- Fonctions de cybersécurité intégrées
- Prise en charge des analyses basées sur l'IA à minima le franchissement de ligne
- L'analyse intégrée bénéficiera d'un support gratuit pendant la durée de la garantie
- Stabilisation d'images électroniques (EIS)
- MTBF > 100 000h
 - Conditions d'utilisation : -40°C à 60°C

Elles pourront :

- comporter 2 objectifs (thermique et optique)
- être associées à des caméras dômes PTZ pour la levée de doutes ou tracking.
- être associés à des haut-parleurs pour télé-interpeller des éventuels intrus
- être associés à un flash lumineux

La caméra est réglée de manière à pouvoir distinguer une personne dans toutes les conditions de température, tous les temps (été comme hiver), de jour comme de nuit. La caméra est toujours calibrée.

Pour le choix de la caméra, les points de vigilance seront les suivants :

- Omission de détection : aucune omission de détection ne doit être réalisée
- Le taux de fausses alarmes : Un système performant aura en moyenne 1 à 2 fausses alarmes maximum par jour et par caméra.
- Un traitement en temps réel pour une réactivité maximale

L'intelligence artificielle de la caméra pourra être centralisée ou embarquée dans la caméra. Le choix de l'IA sera défini en fonction de l'infrastructure du site, des scénarios de détection visés et du nombre de fausses alarmes souhaités.

3.2.2.5. Exigences de pose en extérieur

La nature du support permet une résistance aux vibrations sur support ou pylône même si la caméra dispose d'un système de stabilisation de l'image électronique.

Dans les sites classés par les Bâtiments de France, les caissons des caméras, les bras de fixation, les candélabres et les consoles de fixation seront peints dans la couleur du mobilier ou des façades (RAL à fournir pour validation par l'administration) et des équipements présents sur le site.

Toutes les caméras seront fixées sur des supports adaptés (mats, crosses, déports ...) aux différents types d'environnement, insensibles aux vibrations.

Les crosses de fixation permettent de désaxer la caméra par rapport au poteau ou au mur pour obtenir les visualisations souhaitées par les directions opérationnelles. Elles seront adaptées pour le passage intérieur des câbles vers la caméra (passage des câbles protégés dans le support).

Les caméras sont maintenues hors de portée du public et protégées contre les actes de malveillance et contre les agressions atmosphériques (humidité, vent et température négative).

Il est interdit que les câbles soient visibles et accessibles depuis la voie publique.

Il est interdit de fixer les caméras à des poteaux par cerclages métalliques.

Il est interdit de fixer des boîtiers techniques, coffrets ou éléments techniques accessibles depuis la voie publique.

Les caméras fixes type boîtier sont dans des caissons thermostatés (voir ventilés).

Les caméras sont IP 66 ou supérieurs.

Les caméras sont IK 10.

Les températures supportées par les caméras sont -30°C à 60°C.

3.2.2.6. Exigences des projecteurs infrarouges (PIR)

Les caméras nécessitant un éclairage complémentaire de type infrarouge doivent impérativement être dotées d'une commutation de filtre IR à même de reconstituer une image sous une longueur d'onde minimum de 840 nanomètres. La puissance du projecteur sera adaptée au champ observé. Les PIR d'extérieur sont IP 66 ou supérieur.

Le soumissionnaire sera attentif à la superposition des faisceaux IR lors de recouvrement pour obtenir au final une image ou des images homogènes en termes de luminosité.

Les projecteurs infrarouges extérieurs seront associés obligatoirement à un interrupteur crépusculaire, afin de ne pas fonctionner de manière permanente.

Le faisceau lumineux devra être adapté aux éléments à éclairer (fonction SMART IR).

3.2.2.7. Exigences des caissons de protection

D'une conception compacte, le dôme ou le caisson de protection intègre une caméra mobile ou fixe :

- Étanche avec un indice IP 66 ou supérieur
- Équipé d'un double toit, avec chauffage intégré, antibuée et éventuellement pare soleil
- Thermostaté pour une température ambiante extérieure de -30°C à + 60 °C
- Résistance aux chocs : Indice IK10 ou supérieur.

3.2.3. Compatibilité avec des caméras analogiques

Dans certains cas, en particulier dans le cadre de reprise de parc existant de caméras analogiques, celles-ci devront s'interfacer avec le système vidéo mis en place, à l'aide de convertisseur (encodeur/décodeur).

Les spécifications des encodeurs seront les mêmes en terme de flux que celles exprimées pour les caméras IP.

4. AFFICHAGE VIDÉO EN TEMPS RÉEL

Le système doit pouvoir permettre toutes les combinaisons d'affichages vidéo sur l'ensemble des écrans et vignettes.

Cette demande d'affichage est initiée par une action automatique ou une action manuelle ou un glisser/déposer.

Le niveau de qualité des images restituées sur les moniteurs, supports d'affichage et postes d'exploitation, doit garantir une parfaite exploitation opérationnelle pour tous les utilisateurs.

Dans le cas d'utilisation de caméras fixes couvrant une vision de 180 à 360°, le système devra être capable d'afficher les images générées par ce type de caméras avec un « aplatissement (Dewarping) » logiciel des images obtenues sans distorsion notable.

La visualisation des images numériques doit être exempte des phénomènes visuels anormaux de type artefacts, mosaïques, pixellisation ou gels d'image.

Chaque flux vidéo doit être temps réel et visualisé simultanément par plusieurs utilisateurs.

Le système permet de pouvoir afficher simultanément la vidéo et les métadonnées pour les images en temps réel et enregistrées.

Le système doit pouvoir disposer des capacités de visualiser au moins 9 flux vidéos (H. 265, H. 265+, H.264, 2MB, 25IPS) par poste client du mur d'image.

Le système doit pouvoir agencer sur chaque écran (du mur et des stations de travail) les configurations des vignettes en respectant différents scenarii classiques (1x1, 2x2, 3x3, 4x4, 5x5...) et des scenarii spécifiques.

5. GESTION DYNAMIQUE DES ZONES DE VIE PRIVÉE

Cette fonction permet de créer, supprimer et modifier les masques de zone de vie privée sur les images. Lors de la mise en service du système, cette prestation est réalisée par le titulaire du contrat en respect de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 modifiée.

L'ensemble des caméras intégrera un dispositif de masquage par brouillage (occultation pleine ou mosaïque avec à minima 4 sommets polygonaux) de la partie d'image concernée, sans occulter systématiquement la totalité de l'image.

Le paramétrage des zones se fera en collaboration avec une personne habilitée de l'administration.

Pour les caméras PTZ, le dispositif de masquage dynamique s'adaptera au secteur d'image concerné.

La partie masquée est dynamiquement ajustée aux mouvements de la caméra et du zoom et peut être activée à partir d'une valeur de zoom paramétrable pour chaque zone de masquage.

Le masquage des zones privatives ne peut être activé/désactivé que par un administrateur.

Les images issues de caméras thermiques ne feront pas l'objet de masquage.

6. ENREGISTREMENT

6.1. Enregistrement des images

Sauf indications contraires mentionnées dans le document :« Descriptif du projet », La solution d'enregistrement principal est décrite par les éléments suivants :

- La période de conservation des données est de 30 jours maximum.
- Toutes les caméras extérieures sont enregistrées 24h/24.

- Toutes les caméras, couplées à des équipements de détection d'intrusion interne, sont enregistrées sur alarme avec pré-enregistrement et post-enregistrement réglables.
- Toutes les caméras sont enregistrables par action utilisateur ou déclenchement automatique via des scénarii métier.
- Toutes les caméras en zones publiques (guichet, etc.) sont en enregistrement permanent.
- Le système permet de gérer les pré/post enregistrements sur les enregistreurs vidéo sur une durée configurable par pas d'une seconde, d'au maximum 5 minutes avant et 15 minutes après.
- Les caméras installées dans les cellules de GAV respecteront le décret 2023-1330 du 28/12/2023 relatifs à la mise en place d'un système de vidéosurveillance dans les locaux de garde à vue (*Cf. 3.2.1.2 Surveillance des GAV*)
- Seules les caméras placées dans les zones de surveillance ou de circulation sont soumises à l'enregistrement.

6.2. Exportation des données sur support numérique

Le format de restitution des images devra respecter la norme ISO 22311.

Le système permet d'exporter de manière sécurisée les données sélectionnées, tout en conservant leur intégrité (vidéo et méta données).

La solution permet l'impression d'images temps réel et, lors d'enquêtes, d'images obtenues par une recherche temps différé. Elle utilisera un format vidéo ouvert (AVI par exemple).

En cas de format propriétaire, le titulaire fournira le codec approprié.

Le fichier d'extraction doit contenir les informations permettant d'identifier la date, la durée et l'heure de l'enregistrement (heure de début, heure de fin), le nom de l'enregistreur/serveur.

7. VISIOPHONIE

7.1. Caractéristiques générales

Plusieurs cas se présentent :

- Les portiers audio sont à remplacer par un système de visiophonie.
- Le système de visiophonie est à créer ou à compléter

Dans le cas d'une nouvelle installation, il sera déployé de préférence un système de technologie IP qui aura les caractéristiques suivantes :

Platine Vidéo:

- Platine anti-vandale, de préférence encastrée si la configuration du site le permet,

- Impérativement muni de LED IR,
- Objectif grand-angle et zoom
- Technologie IP SIP (Session Initiation Protocol)
- Si demandé dans le CCTP « descriptif du projet », ce portier pourra être associé à une caméra IP de l'installation.

De plus, la platine vidéo de rue, installée à l'entrée du public, sera conforme à la norme accessibilité des ERP (Loi 2014-789 du 10 juillet 2014).

- Boucle magnétique conforme à la norme NF EN 60118-4:2007
- Pictogrammes (appel en cours, parler, ouverture porte)
- Synthèse vocale (appel en cours, parler, ouverture porte)

Moniteur Vidéo :

- Ecran LED de 7 pouces minimum,
- Support mural ou de bureau,
- Commandes de portes par touches dédiés ou écran tactile

Le système peut comporter plusieurs platines ou plusieurs moniteurs. L'ensemble sera programmable à l'aide d'une interface Web.

Les adresses IP seront modifiées suivant le plan applicatif fourni par l'administration.

7.2. Intégration à la solution vidéo

Si demandé dans le descriptif, le soumissionnaire proposera l'interfaçage du système de visiophonie avec sa solution de supervision vidéo.

Les images de visiophones devront pouvoir s'intégrer dans le système d'affichage comme toute autre caméra du dispositif ou être présentées en incrustation sur le même écran.

L'interfaçage avec le système de vidéo pourra être également demandé afin de pouvoir enregistrer les images et gérer, selon les cas, les accès à partir des postes d'exploitation sans utilisation de pupitre dédié.

Le son issu des platines de visiophones transitera par la carte audio du PC d'exploitation vidéo.

La restitution du son sur les écrans d'affichage des images sera privilégiée par rapport à des enceintes externes.

En aucun cas, le son ne sera enregistré.

8. RENVOI DES IMAGES VIA LE RÉSEAU DU MINISTÈRE

Le renvoi des images n'est réalisé qu'en cas de levée de doute. Le site principal se connecte ponctuellement sur l'enregistreur distant pour visualiser les vues concernées.

Les images délivrées par les caméras du site seront renvoyées vers le site distant en mode unicast pour la traversée du WAN.

Ces flux vidéo transiteront par le réseau privatif du Ministère de l'Intérieur et devront à ce titre répondre à des spécifications propres à satisfaire deux exigences :

- transmettre la meilleure qualité d'image possible
- limiter la bande passante nécessaire.

Pour ce faire, et quel que soit le nombre de caméras implantées et la résolution des images transmises, **la bande passante nécessaire devra être adaptée et ne dépassera pas 10 % de la bande passante du site. Les limites seront définies dans le descriptif du projet.**

Les flux simultanés devront se limiter au nombre de 4 et la compression sera de type **H265**.

L'image affichée sur le site distant aura une définition minimum de **4 CIF (704 x 576 pixels) à 15 images/seconde**.

La transmission des images sera sécurisée par la création d'un réseau privé virtuel (**VPN**) contrôlé entre les pare-feux par la mise en œuvre du protocole **IPSEC**.

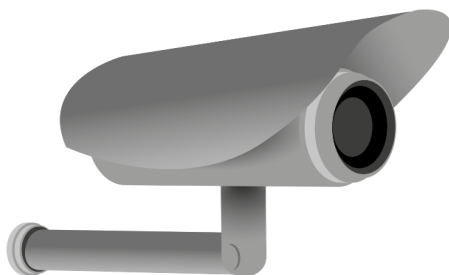
9. PANNEAU DE SIGNALISATION

Un panneau de signalisation doit être posé pour signaler la présence de la vidéosurveillance / vidéoprotection.

Exemple de modèle type à utiliser :



**CET ÉTABLISSEMENT EST PLACÉ SOUS
SURVEILLANCE ET PROTECTION PAR CAMÉRAS
PAR LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR AFIN
D'ASSURER VOTRE SÉCURITÉ.**



LES IMAGES SONT CONSERVÉES PENDANT UN MOIS MAXIMUM ET PEUVENT ÊTRE VISIONNÉES, EN CAS D'INCIDENT, PAR LE PERSONNEL HABILITÉ DES SERVICES DE POLICE.

CONFORMÉMENT À LA LOI N°78-17 DU 6 JANVIER 1978, AU CODE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET À L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 14 AOÛT 2014 PORTANT AUTORISATION DE MISE EN ŒUVRE DE SYSTÈMES DE VIDÉOPROTECTION, POUR TOUTE INFORMATION SUR CE DISPOSITIF OU POUR EXERCER VOTRE DROIT D'ACCÈS AUX IMAGES VOUS CONCERNANT, VOUS POUVEZ CONTACTER LE CHEF DE SERVICE À L'ADRESSE POSTALE SUIVANTE :

VOUS POUVEZ ADRESSER VOS ÉVENTUELLES RÉCLAMATIONS À L'AUTORITÉ FRANÇAISE DE PROTECTION DES DONNÉES (CNIL, WWW.CNIL.FR).

10. PROFILS DES ACCÉDANTS AUX IMAGES DE VIDÉOSURVEILLANCE DES PERSONNES PLACÉES EN GARDE À VUE

Profil des accédants aux images de vidéosurveillance des personnes placées en garde à vue (articles L256-4 et R256-4 du CSI)			
Le chef de service	Profil administrateur	Profil gestionnaire	Profil utilisateur
<p>Désigne (par note de service) les policiers autorisés à visualiser les images en temps réel, à consulter et/ou à extraire les enregistrements, et leur confère le niveau d'habilitation adapté à leur mission.</p> <p>Il existe 3 niveaux d'habilitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> le profil administrateur le profil gestionnaire le profil utilisateur 	<p>Le titulaire de ce profil a en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> la création des profils « gestionnaire » et « utilisateur » ; la gestion des comptes et des problèmes techniques divers ; la configuration du matériel et l'enregistrement (empêchant toute intervention postérieure des titulaires des autres profils) ; le contrôle (à échéance régulière) l'espace de stockage afin de s'assurer qu'il n'est pas saturé et d'éviter l'écrasement des données ; l'habilitation des gestionnaires et des utilisateurs et le traitement de la perte de mot de passe. <p>L'administrateur est titulaire d'un mot de passe personnel</p>	<p>Le titulaire de ce profil a en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> la visualisation les images en temps réel ; la consultation à l'issue de la garde à vue et/ou à l'extraction les enregistrements pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire (les opérations de consultation et/ou d'extraction sont renseignées dans le registre ad hoc) ; la transmission d'une copie de tout ou partie des enregistrements extraits aux personnes suivantes en raison de leurs attributions et leur besoin d'en connaître, dans le cadre d'une procédure administrative ou disciplinaire : <ul style="list-style-type: none"> les membres de l'inspection générale de la police nationale ; l'autorité hiérarchique participant à l'exercice du pouvoir disciplinaire. <p>Le gestionnaire est titulaire d'un mot de passe personnel.</p>	<p>Attribué aux policiers chargés d'assurer la surveillance des cellules de garde à vue à titre permanent, temporaire ou ponctuel.</p> <p>L'utilisateur peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> visualiser les images de vidéosurveillance des cellules en temps réel dans le cadre de l'accomplissement de sa mission de surveillance ; consulter, pendant le temps de la garde à vue de la personne concernée, les données enregistrées (les opérations de consultations sont renseignées dans le registre ad hoc) ; activer ou désactiver la vidéosurveillance de chacune des cellules équipées en fonction des instructions reçues. (les opérations d'activation et de désactivation de la vidéosurveillance sont renseignées dans le registre ad hoc) ; <p>L'utilisateur est titulaire d'un mot de passe personnel.</p>